

LES AVENTURES D'UNE « ALLIANCE OBJECTIVE ». QUELQUES MOMENTS DE LA RELATION ENTRE MOUVEMENTS HOMOSEXUELS ET MOUVEMENTS FÉMINISTES AU XXIÈME SIÈCLE

Sébastien Chauvin

L'Harmattan | *L'Homme et la société*

2005/4 - n° 158
pages 111 à 130

ISSN 0018-4306

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2005-4-page-111.htm>

Pour citer cet article :

Chauvin Sébastien, « Les aventures d'une « alliance objective ». Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XXIe siècle »,
L'Homme et la société, 2005/4 n° 158, p. 111-130. DOI : 10.3917/lhs.158.0111

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les aventures d'une « alliance objective »

Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^e siècle

Sébastien CHAUVIN

Le 8 octobre 1904, à la tribune de l'hôtel Prinz-Albrecht de Berlin, la militante féministe et lesbienne Anna Rüling prononce devant la conférence annuelle du Comité scientifique-humanitaire de Magnus Hirschfeld, sexologue et leader du premier mouvement homosexuel allemand, un discours devenu célèbre qui pose cette question : « Quel intérêt le mouvement des femmes a-t-il à résoudre la question homosexuelle ? ». Après s'être plainte de ce que le mouvement féministe n'ait « pas levé le petit doigt » pour soutenir l'émancipation homosexuelle, Rüling expose ses arguments en faveur d'une solidarité entre les deux mouvements. Ces derniers se battent d'abord pour des valeurs communes, comme l'« autonomie individuelle ». Surtout, ils luttent tous les deux pour l'« égalité des sexes », des *trois sexes*, hommes, femmes et « uraniens » qui, selon la théorie du « troisième sexe » alors promue par Hirschfeld, incarnent les trois mamelles de l'humanité. « Les sexes ne sont pas de valeurs différentes, explique l'oratrice, ils sont juste de différentes sortes ». Les homosexuels représentent le « lien naturel et évident entre les hommes et les femmes », et constituent le moyen idéal pour rapprocher les unes et les uns. Mais l'unité a aussi des raisons plus tactiques : il est dans l'intérêt du mouvement féministe que les lesbiennes ne soient plus obligées de se marier avec des hommes, car l'échec systématique de telles unions pousse les maris déçus vers l'adultère et la prostitution, deux cibles du mouvement des femmes allemand. Enfin, on ne peut fermer les yeux devant le fait que de nombreuses homosexuelles occupent des positions dirigeantes dans le mouvement féministe, et ce notamment grâce à des qualités masculines qui leur permettent

L'homme et la société, n° 158, octobre-décembre 2005

d'« éveiller les femmes moyennes, naturellement indifférentes et soumises, à la conscience de leur dignité humaine et de leurs droits ¹ ».

***Le dialogue des « premières vagues »
et ses leçons pour l'enquête historique***

Ce fragment issu de la rencontre précaire et incertaine, au début du vingtième siècle, entre les deux « premières vagues », homosexuelle et féministe, et dont l'ingéniosité même porte et trahit à la fois la noble marque de l'effort politique, n'est pas seulement plaisant pour son exotisme ou, à l'inverse, pour ses « effets d'écho » avec notre actualité et pour les possibilités d'identification parfois dérangelantes qu'il offre aux lecteurs contemporains². Il rappelle que l'histoire des relations entre mouvement des femmes et mouvement homosexuel, appréhendée dans le temps long, n'est pas celle d'une marche inéluctable vers l'union nécessaire de groupes aux intérêts communs préexistants, transhistoriques et « objectifs », qu'il suffirait aux acteurs sociaux de savoir « reconnaître », et que seule viendrait troubler une succession de stratégies rhétoriques superficielles. Il montre que l'union se construit, se déconstruit et se reconstruit, y compris et surtout lorsqu'elle emprunte le langage commode et efficace de la nature et de la solidarité naturelle.

Pour qu'il y ait eu des rapports, d'alliance comme de conflit ou de méfiance, entre mouvement féministe et mouvement homosexuel, il fallait d'abord qu'il existe, dans un même pays et à la même époque, un mouvement féministe et un mouvement homosexuel. Il fallait ensuite que certaines de leurs composantes au moins évoluent dans la même nébuleuse politique, et qu'ils partagent un discours général commun. Celui-ci prit successivement la forme de l'individualisme libéral dans l'Allemagne de 1904, du gauchisme libérationniste dans la France des années 1970, puis, dans une certaine mesure, du discours des « droits » dans les années 1990, à la fois épaulé et concurrencé par un nouveau radicalisme « *queer* » qui offre aux féministes et aux homosexuels au moins autant de nouveaux points de convergence que de nouvelles occasions de conflit.

1. Anna RÜLING, « Welches Interesse hat die Frauenbewegung an der Lösung des homosexuellen Problems ? Eine Rede », *Jahrbuch für sexuelle Zwischenstufen unter besonderer Berücksichtigung der Homosexualität*, vol. 7 [1905], p. 131-15 ; Traduction anglaise dans Lilian FADERMAN and Brigitte ERIKSSON (eds.), *Lesbians in Germany*, The Naiad Press, 1980, p. 83-94.

2. David HALPERIN, *How to do the history of homosexuality*, The University of Chicago Press, 2002, p. 13-17.

Il fallait enfin que le mouvement des femmes se tourne vers des questions ayant trait, de près ou de loin, à la « sexualité » ou à la « vie privée » autorisant donc des intersections — mais aussi des confrontations — avec certaines revendications homosexuelles. Ce fut le cas, éphémère, du mouvement féministe allemand dans les années 1900 sous l'influence de la « Nouvelle moralité » d'Helene Stöcker qui appelait à compléter la bataille suffragiste et celle pour l'égalité d'accès à l'enseignement par une revendication du droit des femmes au plaisir sexuel et à l'amour libre, grâce notamment à la contraception et à la libéralisation de l'avortement³. Féministe hétérosexuelle, Stöcker, en 1911, dénonça comme « une grave erreur », le projet du gouvernement prussien d'étendre à la criminalisation des lesbiennes le paragraphe 175 du code pénal, qui punissait déjà les relations homosexuelles masculines. Elle s'engagea, à partir de cette période, aux côtés de Hirschfeld, parlant à des meetings communs organisés contre la mesure (qui ne sera jamais votée) et rentrant même, avec d'autres femmes, en mai 1912, à la direction du Comité scientifique humanitaire. Mais Stöcker ne représentait pas l'ensemble du mouvement féministe, et, en 1904, sur les 6 000 signatures que Hirschfeld avait recueillies pour réclamer l'abolition du paragraphe 175, la pétition comportait moins de dix noms de femmes⁴.

Parallèlement, le mouvement homosexuel allemand se trouvait alors divisé, et les positions de Hirschfeld, pour qui les homosexuels avaient intérêt à l'égalité entre hommes et femmes, étaient fréquemment remises en cause par le nietzschéisme anarchiste d'Adolf Brand et de sa revue *Der Eigene*. Brand se battait tout autant pour l'abolition du paragraphe 175, mais, pour lui, les relations érotiques entre hommes ne renvoyaient pas à l'existence d'un troisième sexe intermédiaire entre l'homme et la femme : elles étaient le propre d'hommes très masculins, soudés autour d'une amitié virile, la *Lieblingminne*, et d'une solidarité de caste, le *Männerbund*, au fondement de la nouvelle Nation. Le fait de préférer les hommes aux femmes était un signe de supériorité spirituelle et allait de pair avec l'excellence et le goût artistiques. Pour Benedict Friedländer, membre éminent du groupe de Brand, s'il fallait bien dépénaliser l'homosexualité c'est que le tabou de l'amour entre hommes contribuait à

3. Richard J. EVANS, *The feminist movement in Germany, 1894-1933*, SAGE studies in 20th Century History, vol. 6, SAGE Publications, Londres et Beverly Hills, 1976.

4. Manfred HERZER, « Das Wissenschaftlich-Humanitäre Komitee », in *Goodbye to Berlin ? 100 Jahre Schwulenbewegung*, Berlin, Rosa Winkel, 1997, p. 37-47. Les femmes étaient alors bien sûr très minoritaires parmi les personnages publics influents, que la pétition cherchait à atteindre.

« la féminisation de toute la culture⁵ ». Le féminisme était associé au « matérialisme », aux forces castratrices et aseptisantes de la société policée. Les féministes étaient les complices de la famille bourgeoise qui « érode l'unité nationale » et à laquelle les hommes devaient résister en la confinant au rôle de reproduction de l'espèce et d'« élevage » des jeunes enfants. S'inscrivant dans l'idée-clé de la *Gemeinschaft der Eigenen* selon laquelle l'émancipation homosexuelle (masculine) passerait non pas, comme le pensait Hirschfeld, par la science progressiste, mais par l'expression artistique, Friedländer appelait à se réapproprier les valeurs esthétiques helléniques qui considéraient le corps masculin comme supérieur à celui de la femme. Même Edwin Bab, bien qu'un des membres les moins misogynes du groupe, n'échappait pas à la ligne générale de la revue dans son soutien pourtant explicite au mouvement féministe : faute d'une émancipation des amours masculines, expliquait-il, la « moralité » bourgeoise condamnait l'homme suspecté d'homosexualité à chercher à se blanchir en corrompant des jeunes filles respectables et en leur faisant courir le risque d'une grossesse déshonorante. Enfin, s'il fallait bien, selon lui, que les femmes se libèrent des hommes, c'est qu'en retour une telle « libération » laisserait les hommes libres de faire ce qu'ils veulent entre eux⁶.

*

Ce détour par les premières vagues éclaire aussi l'appareil conceptuel susceptible d'être mobilisé pour étudier les formes historiques prises par les interactions entre les deux mouvements, et les conditions sociales qui les ont rendues possibles. On le voit, ces interactions varient remarquablement selon les manières dont on a, à un moment donné, problématisé les relations entre les hommes et les femmes, entre masculinité et féminité, et imaginé les liens entre sexe, genre et sexualité. Mais ces « manières de penser » dépendent à leur tour de « manières de vivre » et des rapports sociaux multiples que les identités et les mouvements contribuent à cristalliser et à transformer. Pour pouvoir rendre intelligibles, dans leur diversité, les discours et les prises de position politiques, il faut donc les replacer dans le contexte de

5. Benedict FRIEDLÄNDER, « Denkschrift für die Freunde und Fondszeichner des Wissenschaftlich-Humanitären Komitees » [1907], reproduit dans Harry OOSTERHUIS (ed.), *Homosexuality and male bonding in pre-Nazi Germany : the youth movement, the gay movement, and male bonding before Hitler's rise*, New York, Haworth Press, 1991, p. 71-84.

6. Edwin BAB, « Frauenbewegung und männliche Kultur », *Der Eigene*, 1903, p. 393-407, reproduit dans Haary OOSTERHUIS (ed.), *op. cit.*, p. 135-144.

significations changeantes de ce que sont concrètement, à chaque période, un homme, une femme, la « sexualité » normale, la place normale de la « sexualité » dans la vie sociale, et la topologie des déviances possibles qui en forment le négatif, bref, les resituer à chaque fois dans la particularité d'un système sexe/genre en mutation et dans la matrice historique d'une « expérience » de la sexualité « si on entend par expérience la corrélation, dans une culture, entre domaines de savoir, types de normativité et formes de subjectivité ⁷ ».

Mais, pour retrouver le sol dur de l'Histoire derrière la succession des métaphysiques sociales, une analyse matérialiste des débats au sein des mouvements et des théories, y compris des mouvements et des théories matérialistes, doit également s'efforcer d'appréhender la dimension performative de discours qui visent au moins autant à prescrire qu'à décrire les identités et les intérêts « objectifs » des personnes et des groupes. Prises de position et réponses absolues aux questions ultimes gagnent ainsi à être analysées pour les effets qu'elles ont pu produire ou chercher à produire : l'homosexualité est-elle de gauche ou de droite ? Est-elle l'apanage d'une minorité immuable ou bien une tendance universelle de chaque être humain ? Les homosexuels sont-ils en rupture avec leur sexe ou en rupture avec *l'autre* sexe ? L'homosexualité rapproche-t-elle ou éloigne-t-elle les hommes des femmes ? L'efféminement d'un homme est-il dû à un excès d'homosexualité ou à un excès d'hétérosexualité et au contact contaminant avec les femmes que cette dernière implique ? L'oppression des homosexuels découle-t-elle de l'oppression des femmes ? Qu'est-ce qu'une femme ? Les lesbiennes sont-elles des femmes ? Combien y a-t-il de sexes ? Le « genre » est-il distinct du « sexe » et si oui de quelle manière ? Peut-on changer de sexe et si oui à quelle condition ? Le féminisme est-il compatible avec l'hétérosexualité ? Dans les faits, chaque accord ou chaque conflit se présente comme un choix à faire ou à ne pas faire, une signature à apposer ou non, et, pour éviter les analyses d'essence, on doit rapporter la métaphysique affichée des conflits et des débats de définition, à des divergences d'alliance jamais entièrement prédéterminées, et savoir lire dans les ruptures théoriques des changements stratégiques, enjeux de luttes, tantôt internes, tantôt externes, pour le monopole de la définition de mouvements et d'identités, homosexuels et féministes, et donc pour le pouvoir de déterminer leur « avenir objectif ». Ces élaborations changent au cours de l'histoire, mais sont aussi en conflit à un

7. Michel FOUCAULT, *Histoire de la sexualité*, tome II : *L'usage des plaisirs*, Gallimard, Paris, 1984, p. 10.

moment historique donné, et sont susceptibles de changer à leur tour le donné historique en informant les conflits futurs.

Libération des femmes, libération gay :
l'« alliance objective »⁸ des deuxièmes vagues

Dans la France de l'immédiat après-guerre, il n'existe à proprement parler ni mouvement féministe, ni mouvement politique homosexuel. Les organisations féminines les plus puissantes, notamment catholiques et communistes, rechignent à revendiquer l'héritage du féminisme du début du siècle⁹. De son côté, la mouvance « homophile » autour de la revue *Arcadie* ne comporte presque pas de femmes et isole, sur le plan politique, la question homosexuelle dans une démarche d'intégration et de séduction des pouvoirs publics. L'association rejette les « folles », les travestis, les efféminés. Elle est très peu ouverte aux lesbiennes : en 1980, deux ans avant sa dissolution, elle ne comportait que 2 % de femmes¹⁰. C'est pourtant *Arcadie* qui enfante malgré elle, avec l'aide maïeutique du MLF, le mouvement français de libération gay.

Les témoignages se recoupent pour affirmer qu'il se trouvait une majorité de lesbiennes dans le groupe de femmes qui déposa sous l'Arc de Triomphe, le 26 Août 1970, une gerbe à la mémoire de la femme du soldat inconnu, marquant ainsi l'acte de naissance du Mouvement de libération des femmes. En septembre, c'est à la suite de la parution du numéro de la revue *Partisans* intitulé « Libération des Femmes : année zéro », qu'un groupe de féministes réunies autour de Françoise d'Eaubonne et Anne-Marie Grémois, et pour la plupart issues d'*Arcadie*, prend contact avec le MLF et décide de former un groupe homosexuel autonome¹¹. Pendant plusieurs mois, le futur Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) est donc quasi-exclusivement féminin, et ce n'est qu'à partir de février 1971 que des gays rejoignent ses rangs. Le mouvement des femmes est en fait, avec le mouvement étatsunien pour les Droits civiques et le gauchisme anti-stalinien, un des trois modèles politiques du mouvement de libération homosexuelle. Dans les années

8. Parmi un petit nombre d'expressions apparentées, très courantes à l'époque et empruntées à la tradition marxiste, Françoise d'ÉAUBONNE parle, par exemple, en 1972, d'« alliance objective » entre les mouvements féministes et homosexuels (*Histoire et actualité du féminisme*, Éditions Alain Moreau, Paris, 1972, p. 318), et à nouveau du FHAR comme « allié objectif » du MLF (*ibidem*, p. 332).

9. Sylvie CHAPERON, *Les années Beauvoir 1945-1970*, Fayard, 2000, p. 151-201.

10. Jacques GIRARD, *Le mouvement homosexuel en France*, Paris, Syros, 1980, p. 43.

11. Didier ERIBON, « FHAR », in Didier ERIBON (dir.), *Dictionnaire des cultures gay et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 194-196.

1970, les deux « nouveaux mouvements sociaux », féministe et gay, dont les actions sont parfois indissociables, sont pareillement accusés par les communistes de développer des thèmes petits-bourgeois et de mener des combats que les prolétaires ne comprennent pas. En retour, ils développent une même distance ironique et critique vis-à-vis de l'extrême gauche orthodoxe (« Gauchistes, desserrez les fesses ! »). Ils partagent une même volonté d'évoluer « sans structure » et sans chef, traits organisationnels considérés comme des institutions patriarcales. Cette proximité objective est renforcée et entretenue par des discours volontaristes d'unification thématique. On lutte alors contre la « Sainte Trinité » : « le sexisme, le phallocratisme et l'hétéroflouisme¹² ».

La première action du FHAR consiste en la participation, le 5 mars 1971, au sabotage par le MLF du meeting de l'association anti-avortement « Laissez-les vivre ». Puis, le 10 mars, les deux groupes viennent ensemble perturber l'émission radio de Mérieu Grégoire, « L'homosexualité, ce douloureux problème ». Le 1^{er} mai 1971, c'est derrière et comme « protégés » par le cortège du MLF que défilent les militants homosexuels. La même année, le numéro 12 du journal gauchiste *Tout !*, qui accepte de publier quatre pages rédigées par le FHAR, contient la fameuse « Lettre à ceux qui se croient normaux ». Celle-ci proclame solennellement : « Nous sommes *avec les femmes* le tapis moral sur lequel vous essayez votre conscience¹³ ». Le même numéro de *Tout !*, dont le directeur de publication est Jean-Paul Sartre, inclut d'ailleurs des articles sur l'avortement et la contraception. L'article sur « Les pédés et la révolution » affirme clairement le lien de filiation et la « solidarité objective » avec le mouvement féministe :

« La revendication homosexuelle met en cause le culte aberrant de la virilité à partir duquel la femme ne sert à un homme que pour s'imposer aux autres mâles. Elle met en cause ce que la bourgeoisie appelle stupidement une loi de nature, alors qu'elle nous fait prendre un statut culturel et une structure de comportement pour le destin biologique inévitable. Elle met en cause l'enfer du surpeuplement, les institutions sacro-saintes de la famille et du patriarcat monogame, défendues aussi bien par les républiques bourgeoises que par les démocraties populaires ou les dictatures militaires. Elle met en cause toutes les conduites masculines d'autorité, de puissance, d'agressivité et d'hystérie qui naissent du refoulement homosexuel. »

« Il n'y a donc pas d'outrage plus grave pour un chauviniste mâle que d'être (ou d'être soupçonné d'être) "impuissant" ou "pédé". Toute la civilisation du

12. Jacques GIRARD, *op. cit.*, p. 93.

13. FHAR, *Rapport contre la normalité*, Paris, « Champ Libre », p. 9 (souligné par moi).

mâle, féodale ou contemporaine, toute la culture sociale du patriarcat est fondée sur le culte de la virilité [...]. »

En conséquence « la lutte pour la libération de l'homosexualité est subordonnée à la lutte pour la libération de la femme et du couple en général ». En effet, « l'homosexuel n'aura pas de patrie tant que ne sera pas abolie la cellule familiale ni la société patriarcale¹⁴ ». Le 5 juin 1971, le FHAR participe au rassemblement du MLF contre la fête des mères sur la pelouse de Reuilly, et les deux mouvements co-organisent le commando qui se rend à Tours pour passer « de la fête des mères à la fête du maire », à savoir Jean Royer, auteur de la plainte contre Jean-Paul Sartre à propos du numéro 12 de *Tout !*. Le 21 janvier 1972, le FHAR et le MLF vont ensemble provoquer l'étranglement de Jacques Duclos lors du meeting organisé par le PCF à la Mutualité sur le thème « Les femmes et le programme commun », et où le dirigeant communiste avait accaparé à lui seul trois quarts d'heure de temps de parole¹⁵. Pendant les deux ou trois années de leur existence simultanée, les deux mouvements tiennent (séparément) leurs assemblées générales hebdomadaires ou bi-hebdomadaires dans les mêmes locaux à l'École des Beaux-Arts¹⁶.

Très vite, cependant, la composition du FHAR se fait de plus en plus masculine, et les réunions deviennent le prétexte à des rencontres sexuelles nombreuses, souvent consommées sur place, dont les lesbiennes se sentent exclues. Certains, à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement, sont en outre irrités par le petit groupe « travesti » des Gazolines (parmi lesquelles il y a pourtant quelques femmes), qui distribuent du thé au cours des réunions, et y mènent une politique d'obstruction systématique des discours « sérieux ». Accusées par les gauchistes hétérosexuels de faire de la provocation (par exemple lors du procès du militant Overney le 4 mars 1972, lors duquel les Gazolines habillées en veuves éplorées clament « Liz Taylor, Overney, même combat ! »), les « folles » sont dénoncées par les féministes comme diffusant une image caricaturale et patriarcale de la femme. À la fin de la décennie, au moment où l'étau de la « répression » se desserre pour les homosexuels, les femmes du MLF reprochent aussi de plus en plus à certains discours gay une trop grande proximité avec la sexualité du nouveau ghetto commercial et une complicité avec les ambiguïtés sexistes de la « révolution sexuelle ». Beaucoup voient d'un mauvais œil

14. Interview de représentants du FHAR, in *Actuel*, 17 février 1972.

15. Jacques GIRARD, *op. cit.*, p. 97.

16. Françoise PICQ, *Libération des femmes : les années mouvement*, Paris, Seuil, 1993, p. 20.

les discours « libertaires » sur la sexualité des mineurs. On tire alors les conséquences d'une nouvelle « vérité » : les gays sont des hommes et les lesbiennes sont des femmes. Comme l'écrivait Françoise d'Eaubonne dès le premier bulletin du FHAR : « les femmes sont opprimées en tant que femmes avant de l'être en tant qu'homosexuelles ; les hommes ne sont réprimés qu'en tant qu'homosexuels, jamais en tant qu'hommes¹⁷ ». Il apparaît de plus en plus dur de maintenir une « alliance objective » avec la classe qui bénéficie du patriarcat, et dont les membres homosexuels ont, de plus, le mauvais goût de se définir par leur amour pour les dominants.

La « tolérance » a des limites

Des conflits émergent aussi dans le MLF, d'abord entre hétérosexuelles et homosexuelles, puis entre celles, homos ou hétéros, pour qui la question du lesbianisme ne regarde pas principalement le mouvement féministe (ou seulement en surplus), et celles pour qui la question lesbienne est centrale. Dans le courant « lutte de classe », par exemple, le plus lié aux partis d'extrême gauche, beaucoup de lesbiennes se sentent « niées par [la] pseudo-acceptation » consistant à ne « tolérer » l'homosexualité que comme une « particularité » individuelle sans dimension politique¹⁸. La non-mixité du mouvement, théorisée comme une stratégie politique, nourrit pourtant une atmosphère nettement homo-érotique qui donne lieu à de nombreuses conversions à l'homosexualité, provisoires ou définitives, de femmes antérieurement hétérosexuelles. Mais « la nouvelle définition [intentionnaliste] du lesbianisme crée une distance entre les femmes qui étaient homosexuelles avant de devenir féministes » (et qui ont du mal à concevoir leur désir comme une stratégie politique) et la ferveur convertie de « celles qui sont devenues homosexuelles dans le mouvement ». De leur côté, « des hétérosexuelles déplorent la censure de leur vécu¹⁹ ». De part et d'autre on éprouve ainsi une tension entre, d'un côté, la non-mixité et l'homo-érotisme du MLF et, de l'autre, les thématiques « hétérosexuelles » que le mouvement développe sur le plan du discours officiel et de l'action politique.

Les lesbiennes, qui participent à tous les combats des femmes hétérosexuelles (avortement, violences conjugales, etc.) qui ne les

17. Cité par Jacques GIRARD, *op. cit.*, p. 102.

18. Stage « Femmes » d'Orsay (1977), « Texte des Lesbiennes », cité par Liliane KANDEL et Claudie LESSELIER, « Féminisme », in Louis-Georges TIN (éd.), *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris, PUF, 2003, p. 174.

19. Christine BARD, « Féminisme », in Didier ERIBON (éd.), *op. cit.*, p. 190-193.

concernent pas directement, sont de plus en plus amères devant le peu de réciprocité des hétérosexuelles lorsqu'il s'agit de s'engager sur les questions liées à l'orientation sexuelle. Les féministes hétérosexuelles, accusées de l'extérieur d'être « toutes lesbiennes » et « mal baisées », craignent en effet que le fait de mettre plus en avant les revendications homosexuelles ne « discrédite » le mouvement. « Jamais une hétérosexuelle ne venait défendre les lesbiennes quand il arrivait quelque chose, au nom de la sororité », témoigne Marie-Jo Bonnet dans le documentaire de Carole Roussopoulos sur le MLF, « Debout ! » (2004). « Nous, on avait signé le “manifeste des 343 salopes”, donc on avait une solidarité évidente avec les hétérosexuelles, mais l'inverse n'était pas vrai ». Le même documentaire contient le témoignage révélateur d'une féministe hétérosexuelle qui, trente ans après, passe en seulement quelques secondes d'une condescendance involontairement comique à l'hostilité larvée du bon sens, sincèrement désolée de devoir répéter des évidences :

« Moi j'étais très séduite, elles nous faisaient beaucoup rire les lesbiennes, moi je trouvais qu'elles avaient du punch, qu'elles avaient du courage, qu'elles osaient dire ce que chacune de nous pensait par-devers elle, mais *je ne pouvais pas participer*. Parce qu'à un moment donné une société sans hommes ça me semblait complètement fou [...], invraisemblable, si on voulait vraiment y croire. [...] Alors moi je ne voulais pas militer avec elles. Je ne pouvais pas me mettre dans cette mouvance. »

Une autre militante retourne contre les lesbiennes politiques les arguments utilisés par l'extrême gauche orthodoxe d'alors pour refuser son autonomie au mouvement des femmes :

« J'avais pas envie de divisions, d'étiquettes. Faire un groupe de lesbiennes, etc. Pour moi c'étaient des étiquettes réductrices de la richesse que le mouvement m'avait apportée. Même si c'est passé par l'homosexualité, mais comme une ouverture sur autre chose. »

Une autre encore, hétérosexuelle, et qui l'est restée :

« Elles nous ont fait aimer les femmes, elles nous ont fait découvrir l'amour des femmes pour les femmes. On en avait besoin. »

La rupture lesbienne radicale

En 1980, la publication par Monique Wittig de ses articles « La pensée *straight* » et surtout « On ne naît pas femme », donne lieu à la scission du collectif *Questions féministes* sur des questions similaires. L'argumentaire de Wittig et des lesbiennes radicales dont elle exprimait la position, s'appuyait sur le fonds commun du courant féministe

matérialiste, pour en tirer une conclusion exigeante : si les sexes sont bien des classes, alors les rapports sexuels et domestiques entre hommes et femmes relèvent de la collaboration de classe. Le terme employé alors par certaines militantes (« collaboration ») reprend et étend une expression courante du mouvement ouvrier de l'époque, mais il joue aussi explicitement sur la référence à la période de l'Occupation nazie. Ainsi, durant la rencontre lesbienne des 21 et 22 juin 1980, organisée par le groupe de Jussieu, des affiches sont collées sur les murs qui déclarent : « Une femme qui aime son oppresseur est opprimée. Une “féministe” qui aime son oppresseur est une collabo », ou encore « Hétéro-“féministes” — kapos du patriarcat²⁰ ». À l'inverse, pour Wittig, les lesbiennes se situent à l'avant-garde du combat féministe puisque, parvenues à sortir de leur classe, elles ne sont plus des femmes mais des transfuges à la manière des esclaves en fuite²¹. Le lesbianisme n'est pas une « orientation sexuelle » neutre enracinée dans des tendances psychologiques obscures, qu'il faudrait au mieux protéger de la stigmatisation, mais bien une authentique stratégie politique de résistance.

On connaît la réponse apportée à Wittig par les féministes matérialistes « orthodoxes ». Les rapports hétérosexuels (sexuels, domestiques, etc.) ne sont pas un site de collaboration mais un lieu de lutte et de confrontation de classe, et la fuite hors de ces rapports, si elle peut apparaître comme une solution individuelle, ne possède rien de supérieurement révolutionnaire. Catherine Deudon remarquera en outre, non sans sarcasme, que « la Nation lesbienne est en accord fondamental avec la Nation patriarcale sur l'idée de “la Femme” » (et le concept opposé de la lesbienne comme non-femme). En d'autres termes, le « nationalisme » lesbien à la Wittig abandonne la définition de la « femme » au patriarcat : il fuit le combat féministe plus qu'il ne le mène. Les rapports sexuels ne sont d'ailleurs qu'un des lieux de l'oppression des femmes, et en faire l'« origine » du patriarcat (et le lieu unique, ou même simplement privilégié, de la libération) ne rompt pas avec la vision idéologique de la relation entre sexualité et oppression sociale, imposée par ce même patriarcat, qui justifie la subordination sociale par le

20. Cité dans « Lettre au mouvement féministe », par des féministes lesbiennes radicales de l'ex-collectif « Questions féministes » (Paris, 1^{er} mars 1981), reproduite dans Claire DUCHEN (ed.), *French Connections. Voices from the Women's Movement in France*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1987, p. 85-90.

21. On retrouve ainsi, sous une rhétorique tout à fait rénovée, une idée assez proche de l'argument d'Anna Rüling, en 1904, sur le rôle naturel de leader des lesbiennes dans le mouvement féministe allemand.

« constat » de la subordination sexuelle, et revient en fait à une nouvelle forme d'essentialisme. Le lesbianisme n'est pas « au-delà des catégories de sexe », car la sexualité est uniquement une dimension de la définition sociale, c'est-à-dire concrète, du sexe, un terrain parmi d'autres de la reproduction des rapports de genre (il suffit de penser à d'autres lieux comme l'Assemblée nationale). Les femmes ne peuvent échapper à leur classe de sexe en se contentant de se soustraire à leur appropriation « privée » par des hommes individuels (mariage et hétérosexualité), car elles sont aussi victimes d'une « appropriation collective » par la *classe* des hommes, le « sexage », dont l'« idée de nature » est la traduction idéologique (preuves de ce deuxième type d'oppression et d'appropriation, une lesbienne touche le même salaire « d'appoint » qu'une femme hétérosexuelle et peut tout aussi bien se faire violer si elle sort seule la nuit)²². Bref, les femmes, homosexuelles et hétérosexuelles, sont condamnées à la lutte collective.

**« Sexe », « genre » et « sexualité » :
des catégories indigènes en mutation**

Sur le plan proprement historique qui nous intéresse ici, il semble que l'affirmation performative selon laquelle les lesbiennes ne sont pas des femmes a continué de voir s'éloigner, depuis la parution du texte de Wittig, ses principales conditions de « félicité », déjà largement compromises en 1980. L'évolution à long terme de la rationalité administrative et étatique, mais aussi et surtout les transformations plus récentes du couple et de l'hétérosexualité impulsées par le féminisme lui-même, ont en effet contribué à intensifier l'*intérieurisation* et la dépolitisation du « sexe » en fixant de plus en plus ce dernier au corps et en solidifiant progressivement sa définition « biologique » (à contrecourant des recherches les plus avancées en sciences naturelles), au moment même où les autres sites possibles de différenciation des sexes, moins directement « corporels » et plus manifestement « politiques », comme les inégalités de droit, ou plus externes en apparence, comme la tenue vestimentaire, s'atténaient partiellement, forçant eux aussi en quelque sorte à se reporter sur les organes génitaux comme source ultime de la différence. Quels que soient désormais leur « apparence », leur « degré de féminité » ou leur « orientation sexuelle » (traits constitués, par ces termes mêmes, comme des propriétés extérieures, secondaires ou

22. Colette GUILLAUMIN, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, Paris, Côté-Femmes, 1992, p. 36-38.

accidentelles), les lesbiennes restent donc bel et bien aujourd'hui des « femmes », dans leur existence concrète garantie culturellement, juridiquement et « scientifiquement » : l'« orientation sexuelle » ne permet plus de sortir d'un « sexe » désormais arrimé à l'anatomie ou même, plus radicalement encore, verrouillé par la génétique et ses usages sociaux.

Malgré nombre de proclamations triomphalistes, mi-descriptives, mi-normatives, sur l'explosion des identités, la « multiplication des genres » et la fluidité des catégories, il semble donc que la nouvelle autonomie bien réelle de ce qu'on appelle désormais « sexualité » et « genre » par rapport au « sexe », qui est sans doute, entre autres, une victoire historique conjointe du mouvement homosexuel et du mouvement féministe (on est désormais libre de faire de plus en plus de choses avec de plus en plus de gens sans pour autant quitter ou trahir son « sexe »), ait eu pour contrepartie non pas un relâchement mais bien une crispation de la définition « biologique » du sexe. Pour le régime de vérité aujourd'hui dominant, un « homme sexuellement passif », un homosexuel très efféminé, un « homme travesti » (expressions dont la structure même contribue à produire les réalités qu'elles décrivent), resteront toujours, « dans le fond », des hommes, et ce, *quoi qu'ils fassent*, y compris en dépit de profondes modifications anatomiques ou hormonales, culturellement perçues — malgré nombre de dénégations bien intentionnées mais pour une grande part hypocrites — comme « artificielles », vaines ou dérisoires, et ce d'autant plus qu'elles sont plus radicales (et donc plus « troublantes » ou plus « impressionnantes »). Il faut donc en faire de plus en plus pour pouvoir quitter son « sexe » lorsqu'on le souhaite : l'idée moderne de « sexe », c'est aussi l'idée qu'on ne peut pas *vraiment* en changer. Parallèlement, si l'on est davantage libre de choisir son « orientation sexuelle », on n'est pas libre de choisir d'en avoir une ou pas.

Si « trouble dans le genre » il y a, c'est donc également au sens où le nouveau dispositif duel sexe/orientation sexuelle (les deux termes se supposent l'un l'autre) tend de plus en plus à se retrouver au premier plan de l'ontologie individuelle et à supplanter l'ancien usage du « genre » comme principe de définition de l'identité fondamentale des personnes. Le paradoxe qui voit ce processus se dérouler dans la période même où les sciences humaines « découvrent » le « genre » comme catégorie d'analyse s'atténue si l'on observe que le « genre », quand il n'y est pas utilisé par les chercheurs comme un synonyme pur et simple de « sexe » (autre manière de célébrer sans s'en apercevoir la victoire du « sexe »), y

est en fait « découvert » sur un mode déréalisant qui contribue précisément à le faire disparaître²³. Toujours présent mais désormais ontologiquement dégradé comme « apparence », simple tendance stylistique (masculinité ou féminité), « sexe social » ou même « sexe choisi », parfois décrit dans un lexique ambigu de l'artificialité, de la représentation théâtrale (« *performance* ») et du déguisement (« *drag* ») ou, encore plus fréquemment, comme quelque chose que l'on « a » plutôt que quelque chose que l'on « est », une propriété plutôt qu'une identité, tout se passe comme si le « genre » (ainsi construit) avait de moins en moins prise sur le « sexe », lieu de l'essence authentique dans ce nouveau partage inégal des sources de la vérité individuelle. Le « sexe » vient désormais s'opposer au « genre » dans un rapport qui est celui de l'« être » au « paraître », de la « réalité » à la « fiction », de la dénotation à la connotation, de l'intérieur à l'extérieur, du « donné » au « choisi », du « fait » à sa « représentation », bref, de la nouvelle ontologie à laquelle renvoie implicitement, en négatif et presque malgré elle, la nouvelle dramaturgie.

C'est ce nouveau régime de vérité fait de nouvelles libertés fondées sur de nouvelles contraintes, et non une hypothétique profusion post-identitaire, qui sous-tend l'histoire des relations entre homosexualité et féminisme dans les trente dernières années.

Hommes, masculinité et homosexualité

Au moment où Wittig affirme que les lesbiennes ne sont pas des femmes, la culture gay française connaît de son côté une nette masculinisation de ses représentations et de ses modèles dominants. À partir de la fin de la décennie 1970, et à des degrés inégaux selon les classes sociales, se déroule chez les hommes une sorte de chassé-croisé entre homosexuels et hétérosexuels autour de la masculinité : alors que les contraintes de virilité des seconds se relâchent ou se déplacent, celles des premiers tendent paradoxalement à se renforcer²⁴. Ainsi, si au début des années 1980, l'abandon par le mouvement gay français du thème de

23. Il nous semble qu'il ne suffit pas de rejeter, comme le font à raison certaines féministes matérialistes, les usages vagues et incontrôlés du mot « genre » (notamment ses usages dénombrables : « les genres », etc.), ou même le terme lui-même. Il faut également *prendre au sérieux* l'émergence de ces usages, analyser en quoi ils font sens pour celles et ceux qui les reproduisent, chercher ce qu'ils nous apprennent des évolutions du genre lui-même comme réalité historique, et enfin explorer leurs effets sociaux concrets et parfois contraires aux intentions de leurs promoteurs.

24. Arnaud LERCH, « Masculinité/masculinisme », in Didier ERIBON (éd.), *op. cit.*, p. 316.

la pédérastie et de la sexualité des mineurs, pourtant très présent dans les années 1970, a eu certainement à voir avec une perte de radicalité politique et une volonté d'apparaître comme « respectables » dans une période de « retour de bâton » conservateur²⁵, il ne faut pas négliger dans ce phénomène l'effet de la virilisation des modèles culturels gay et la dévalorisation érotique d'une certaine image androgyne qui était assez facilement associée à la figure du jeune adolescent. Cette masculinisation sur le plan individuel est allée de pair, sur le plan du couple, avec l'émergence d'un modèle de sexualité égalitaire et réciproque, celui du « couple moderne », dérivé plus ou moins intentionnel des luttes féministes, et dans lequel « égalité » rime pour partie avec « même génération ».

De même, le « retour » supposé des rôles sexuels « actifs » et « passifs » à partir des années 1980, inégal selon les pays et plutôt limité en France, n'a pas renvoyé à une « résurgence du genre » qui aurait fait suite à l'utopie d'une « sexualité sans genre » que l'on prête souvent aux années 1970. Les nouveaux « actifs » et « passifs » ne se considèrent pas majoritairement comme ayant un « genre » différent les uns des autres, encore moins des intérêts politiques opposés. Même durablement organisée autour d'identités sexuelles stables, asymétriques et polarisées, la pénétration entre hommes n'est plus systématiquement vécue selon un script culturel hétérosexuel qui, par exemple, porterait à conséquence sur d'autres domaines symboliques et sociaux. Le fait que des rôles sexuels renouvelés ne soient plus, pour une grande part, appréhendés comme des rôles de genre (ou seulement sur un mode ironique, parodique ou très localisé), tend en définitive à confirmer l'hégémonie épistémique du nouveau dispositif sexe/orientation sexuelle, qui avait pour l'essentiel d'abord été porté par des militants critiques des rôles sexuels. Malgré sa tonalité assez clairement défensive, la figure du « passif viril » est un indice parmi bien d'autres de cette reconfiguration continuée des rapports et des frontières entre « sexe », « genre » et « sexualité », et donc de la redéfinition historique, toujours inachevée, de l'expérience concrète que

25. Scott GUNTHER, « Building a More Stately Closet : French Gay Movements since the Early 1980s », *Journal of the History of Sexuality*, vol. 13, n° 3, Juillet 2004, p. 326-347. Il faudrait aussi prendre en compte l'effet de l'abaissement de la majorité « homosexuelle » de 21 à 18 ans en 1974 (suite à l'abaissement de la majorité légale), puis à 15 ans en 1982 (égalité avec les hétérosexuels), qui ont contribué à cliver question « pédéraste » et question « pédophile », « résolvant » politiquement la première dans un sens libéral tout en marginalisant fortement la seconde, désormais confinée à la visibilité punitive des magazines à sensation et du système judiciaire et pénal.

recouvre, chez les « hétérosexuels » comme chez les « homosexuels », chacune de ces trois nouvelles notions indigènes considérée isolément.

Droits des femmes, droits des gays

Pendant les années 1980, le mouvement lesbien français, fuyant un mouvement gay dominé par les hommes et un mouvement féministe déclinant qui, malgré son importante composante lesbienne, refuse généralement de problématiser politiquement l'homosexualité, reste isolé par la double crise de ces mouvements. Mais cet isolement subi s'accompagne aussi d'une autonomie choisie. Alors qu'elles avaient participé aux manifestations des années antérieures lors de la journée internationale des femmes, le 8 mars 1981 les lesbiennes radicales refusent de se joindre à la marche féministe, et se regroupent séparément à la tour Saint-Jacques²⁶. L'indépendance prend aussi des formes culturelles avec la création d'un réseau d'institutions spécifiques, tournées vers la convivialité²⁷. D'une certaine manière, on assiste alors à une inversion de polarité : alors que dans les années 1970 les lesbiennes intégrées au mouvement féministe hétérosexuel thématisaient les « dangers » de la sexualité et que les gays célébraient ses « plaisirs²⁸ », les années 1980 voient les lesbiennes radicales, en rupture avec le féminisme hétérosexuel, vivre les plaisirs de la convivialité homosociale alors même que l'arrivée du sida transforme radicalement le rapport gay à la sexualité en insistant sur ses nouveaux dangers.

Pour le mouvement féministe, les années 1980 sont des années de crise. Les victoires obtenues, les déchirements internes, l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste et de sa force de cooptation et de neutralisation, l'essoufflement de l'extrême gauche qui lui avait fourni son principal espace politique d'expression (y compris pour s'opposer à son orthodoxie), l'échec relatif de l'institutionnalisation universitaire de ses théoriciennes, mettent en sommeil le mouvement qui avait trouvé son essor dans les années 1970. C'est aussi le cas du pôle « politique » du mouvement homosexuel, de plus en plus dissocié du nouveau pôle « communautaire », en expansion du fait de la fin de la répression légale

26. Catherine GONNARD, « Mouvements lesbiens », in Didier ERIBON (éd.), *op. cit.*, p. 330-332.

27. Catherine GONNARD, « Convivialité lesbienne », in *ibidem.*, p. 130.

28. Selon le jeu d'assonance anglophone popularisé par le recueil fondateur de la position féministe dite « pro-sexe », Carole S. VANCE (ed.), *Pleasure and Danger : Exploring Female Sexuality*, Routledge & K. Paul, Boston, 1984.

et policière²⁹. Les nouveaux discours abandonnent la rhétorique « radicale » de l'« oppression » et de la « libération » pour celle, plus « libérale », des « droits » et de la « reconnaissance ». La solidarité n'est plus nécessairement « objective » mais les alliances restent possibles. C'est, par exemple, à la loi condamnant les discriminations à l'encontre des femmes qu'est apposé, en 1985, l'amendement incluant (implicitement) les homosexuels. Les discours gay exploitent également les nouveaux répertoires politiques, souvent moins radicaux, qui émergent dans la décennie. C'est notamment le thème de l'antiracisme. En 1985, la manifestation de soutien à l'extension aux « mœurs » de la loi anti-discrimination, reprend le slogan de SOS-Racisme en proclamant « Touche pas à mes mœurs³⁰ ». Enfin, le discours libérationniste contre les rôles sexuels (qui permettait tant de convergences) perd de son intensité : on dénonce moins la division entre « actifs » et « passifs » comme un principe réactionnaire hérité du patriarcat. Le sexisme est de moins en moins nécessairement perçu comme étant à l'origine de l'homophobie.

Bien qu'à des rythmes inégaux, mouvement politique homosexuel et mouvement féministe reprennent essor dans les années 1990. Toutefois, dans le but d'esquiver les accusations de « communautarisme » et d'améliorer leurs chances de succès, les campagnes en faveur de l'union civile et de la loi sur la parité mobilisent alors, notamment dans leur version la plus « médiatique » ou dans leurs discours destinés aux pouvoirs publics, des rhétoriques qui apparaissent superficiellement incompatibles : un humanitarisme spécifique dans un cas, un essentialisme de la « différence des sexes » dans l'autre.

La renaissance d'un mouvement politique homosexuel autour de l'urgence humanitaire absolue du sida a des conséquences importantes sur les registres politiques utilisés dans les années 1990. C'est en effet en prenant argument des cas dramatiques engendrés par l'épidémie que la campagne française pour le contrat d'union civile, puis le PaCS, trouve son principal souffle. Pour Daniel Borrillo et Pierre Lascoumes, la mise en avant d'une telle « attitude caritative » fondée sur une « rhétorique compassionnelle » donne forme à un discours politique dans lequel « l'épidémie sert de justification à des mesures qu'il serait plus difficile

29. Patrice PINELL, *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France, 1981-1996*, Paris, PUF, 2002.

30. Scott GUNTHER, *op. cit.*, p. 341.

de motiver directement en tant que dispositions en faveur des homosexuels³¹ ». Jean-Pierre Michel reconnaît ainsi en 1997 :

« Malheureusement, le sida a créé une certaine urgence de s'occuper des problèmes des couples homosexuels, et quand on en parlait, on espérait obtenir la sympathie des gens, même de la part des opposants les plus hostiles.³² »

Au milieu des années 1990, l'argumentaire humanitaire permet donc encore en partie d'éviter le recours à un principe universel d'égalité des droits.

Du côté du mouvement des femmes, la campagne pour la parité connaît un destin symétrique. Impulsée par des intellectuelles et des femmes politiques lesbiennes, la campagne échappe rapidement, notamment en raison de son succès, à ses initiatrices. Le thème de la « parité » s'était d'abord imposé comme un choix négatif : un avis du Conseil constitutionnel de 1982 avait en effet rejeté le principe des quotas³³. Mais, au cours de la décennie, les quelques ambiguïtés de l'idée initiale, plus dues à l'inadvertance qu'à une réelle intention politique³⁴, se voient peu à peu consacrées comme l'argumentaire principal en faveur de la mesure, de plus en plus justifiée dans les médias et dans les cercles du pouvoir par un essentialisme de la « différence des sexes » énumérant toutes les qualités éternellement féminines qu'apporteraient les nouvelles venues à un monde politique en perte de légitimité. La parité ne renvoie plus à la correction concrète d'une discrimination injuste envers un groupe donné (et donc, à ce titre, extensible à d'autres groupes discriminés). Elle consiste, comme le formulent Éric Fassin et Michel Feher au style indirect libre, à « accorder une reconnaissance juridique à la mixité universelle³⁵ ». Or, « fondée de la sorte, la parité ne parvient à faire le lien entre l'individu mixte et la société paritaire qu'en privilégiant le couple hétérosexuel, dans la mesure où ce dernier soutient l'expérience

31. Daniel BORRILLO et Pierre LASCOUMES, *Amours égales ? Le Pacs, les homosexuels et la gauche*, La Découverte, Paris, 2002, p. 42.

32. Interrogé par Scott GUNTHER, *op. cit.*, p. 344.

33. Éric FASSIN et Michel FEHER, « Parité et PaCS : anatomie politique d'un rapport », in Daniel BORRILLO et Éric FASSIN (éds), *Au-delà du PaCS. L'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité*, PUF, Paris, 2001, p. 13-43.

34. Pour l'essentiel, ces ambiguïtés n'apparaissent comme telles que par un « effet de champ » ultérieur (c'est-à-dire en référence à un nouvel état de l'offre politique), et il faut sans doute se garder de tout anachronisme en la matière. Pour une analyse plus sévère, lire l'excellent compte rendu critique du dernier livre de Joan Scott par Laure Bereni dans ce même numéro.

35. Éric FASSIN et Michel FEHER, *op. cit.*, p. 27.

subjective qui permet de passer du fait anthropologique de la mixité au principe politique de la parité³⁶ ».

À la fin des années 1990, on se trouve alors devant un paradoxe : afin d'esquiver l'accusation de communautarisme qu'ils subissent parallèlement, et la crainte par les parlementaires de l'effet « boîte de Pandore » (surnom conservateur et effrayant de la logique démocratique de l'application universelle des lois), les tenants les plus médiatiques de la parité, comme une partie des défenseurs parlementaires de l'union civile, en sont venus à justifier leurs projets respectifs dans une rhétorique particulariste et anti-universaliste de la « reconnaissance », paradoxalement plus acceptables dans le champ politique français de l'époque, mais qui, malgré des langages finalement pas si éloignés, a temporairement rendu plus difficile la réalisation de campagnes communes, notamment parce qu'elle a exacerbé la concurrence pour la « reconnaissance »³⁷.

Le gros du mouvement féministe demeure alors assez silencieux sur cette activation homophobe de la rhétorique de la « différence des sexes »³⁸. Beaucoup de militantes historiques restent méfiantes devant ce qu'elles considèrent comme une réhabilitation du couple traditionnel. « Blindées » par les multiples retours de bâton idéologiques des années 1980, certaines voient le projet « matrimonial » de l'union civile sinon comme un nouvel avatar de la révolution conservatrice, du moins comme une concession coupable au cadre politique que cette dernière impose désormais aux mouvements et aux revendications. Ensuite, la campagne est tellement associée au cas « particulier » des couples gay dont un partenaire est atteint du sida que le PaCS apparaît comme un projet fait par des hommes pour des hommes. Ce n'est évidemment pas assez pour se prononcer contre (en 1997, les Assises pour les Droits des femmes se prononcent, sans réel débat, en faveur du CUS), mais sans doute suffisant pour ne pas souhaiter mobiliser beaucoup d'énergie en sa faveur, ou tout simplement pour ne pas se sentir vraiment concernées, à un moment où le mouvement des femmes se reconstruit autour d'autres thèmes.

La mouvance « queer » : nouvelle convergence ou nouveau conflit ?

36. *Ibidem*, p. 28.

37. Pour une critique de la « reconnaissance », lire le texte de Jean-Paul POULIQUEN : <http://www.france.qrd.org/texts/pouliquen9605.html>

38. Alors même qu'inversement Antoinette Fouque et Hélène Cixous signent l'« appel des 234 », en 1996, sur la reconnaissance légale du couple homosexuel.

Au début des années 2000, une nouvelle génération militante redynamise les questions gay et féministe aussi bien sur le plan théorique qu'organisationnel, en revendiquant une filiation critique mais respectueuse avec les mouvements des années 1970. Ce regain militant est partiellement encouragé par la réémergence d'une gauche radicale et altermondialiste qui, sans toujours se situer à l'avant-garde des revendications, offre à nouveau un espace à l'épanouissement de discours politiques plus combatifs.

Dès la fin des années 1990, les travaux de la mouvance « *queer* » étatsunienne commencent à être traduits en français, et à offrir aux militants et aux chercheurs un nouveau cadre pour repenser, tout en relégitimant certaines figures françaises de la période libérationniste, le lien entre féminisme et question homosexuelle, suscitant un renouveau dans les deux domaines, déjà préparé sur le plan organisationnel par le style militant d'Act Up dans la décennie précédente. En (re)traversant l'Atlantique, la « théorie *queer* » qui, bien qu'elle s'inspire fortement d'auteurs français, avait trouvé son essor, forgé ses grandes thématiques et élaboré ses principaux modes d'expression au sein d'un champ intellectuel étatsunien relativement fermé sur lui-même, coupé du reste de la société, majoritairement centré sur la critique littéraire et sans réel pouvoir sur le monde des médias ou de la politique, connaît une certaine « repolitisation » dans une société française où, l'espace de la prophétie ayant été rendu disponible par le retrait relatif mais durable du champ religieux, les intellectuels laïcs, notamment universitaires, davantage ouverts aux sciences sociales, ont comparativement acquis et surtout conservé une aura et une autorité notables sur le débat public. Pour simplifier grandement, les appels à la subversion littéraire et symbolique ou à l'action micropolitique qui, dans les États-Unis des années 1990, faisaient, en partie, de nécessité vertu, une fois importés ou réimportés dans l'Hexagone et confrontés à un nouvel espace de résonance, redeviennent, dans une certaine mesure, des exhortations à la révolution politique — sinon dans les textes eux-mêmes, du moins dans la lecture et les usages qui en sont faits, les publics et les interlocuteurs qu'ils visent ou peuvent s'autoriser à viser (et parmi lesquels l'État lui-même). Cet « effet d'audience » et ce différentiel d'autorité encouragent une inflexion sémantique des mots, une réinterprétation plus « sociale » des textes, et une amplification des ambitions politiques des œuvres par les militants et

les intellectuels français (au prix parfois de quelques quiproquos), mais aussi une certaine méfiance, voire parfois un rejet pur et simple³⁹.

Peu à peu, en France, de nouveaux groupes émergent, marqués directement ou indirectement par ces nouvelles problématiques, même si l'étiquette « *queer* » — parfois rejetée — sert souvent de drapeau *a posteriori* à des mouvements et des personnes dont la radicalisation a plus à voir avec l'histoire politique européenne qu'avec la lecture des universitaires étatsuniens. Questions sexuelles, « sociales » et de genre y sont de nouveau combinées dans un travail d'unification qui, comme dans la génération des années 1970, trahit lui aussi quelquefois la marque de l'effort stratégique, avec, par exemple, la lutte contre l'« hétéropatriarKKKcapitalisme⁴⁰ ».

Sous l'impulsion d'une jeune génération militante, peu marquée par les déchirements des années 1980, et aujourd'hui encouragée par un renouveau théorique qui réactive, une fois passés par la machine universitaire étatsunienne, les discours et modes d'action transformés du libérationnisme français, il semble donc que se rétablisse une certaine osmose entre mouvement homosexuel et mouvement féministe, au point qu'à divers moments, et pour certains de ces nouveaux groupes, il devient difficile de dire s'ils sont plutôt l'un, ou plutôt l'autre. Le passage récent d'un lexique de la « reconnaissance » à une stratégie plus radicale de lutte pour l'égalité et contre les « discriminations » rend à nouveau possible une convergence auparavant entravée par les registres politiques dominants des années 1990. Un nouvel équilibre a été atteint, synthèse ambivalente que la « théorie *queer* » contribue à nourrir : une indifférence réciproque sur de nombreux thèmes, une solidarité reconfigurée sur d'autres, et des clivages internes à chaque mouvement plutôt qu'externes.

Après le passage du PaCS, les prises de position auxquelles donne lieu l'« actualité sexuelle » et les événements qui redessinent les alliances et les lignes de clivage, dans l'espace militant comme dans l'espace intellectuel, tendent à s'éloigner de la question homosexuelle⁴¹. Ce sont désormais les rapports hétérosexuels, mis à mal dans l'évidence de leur

39. Jérôme VIDAL, « Judith Butler en France : Trouble dans la réception », *Mouvements*, à paraître ; Éric FASSIN, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Éditions Amsterdam, 2005 ; François CUSSET, *French Theory*, Paris, La Découverte, 2005.

40. Voir le site des « Furieuses Fallopes » sur :

<http://furieuses.melanie.org/ACCUEILgeneral.html>

41. Clarisse FABRE et Éric FASSIN, *Liberté, égalité, sexualités. Actualité des questions sexuelles*, Belfond, Paris, 2003, notamment p. 55-57.

normalité et de leur légitimité, qui font l'objet d'examens, de débats et de polémiques. Même lorsque ces questions pourraient inclure une dimension homosexuelle, comme le thème de la prostitution ou celui de la pornographie, le débat public fait l'impasse sur celle-ci. Les rares questions sexuelles investies simultanément par les deux mouvements n'opposent pas de façon univoque homosexuels et féministes.

La conjonction d'une certaine déssexualisation de la question gay et d'une « déshomosexualisation » des questions sexuelles, alliée à l'émergence de la question postcoloniale, diminue les points de contact entre un mouvement gay et un mouvement féministe de plus en plus différenciés *de l'intérieur*. Ainsi, en 2002, le débat sur la prostitution concerne presque exclusivement la prostitution féminine. Alors que la plupart des organisations homosexuelles masculines ne se sentent pas concernées, la coordination lesbienne nationale, adhérente du CNDF, participe aux réunions néo-abolitionnistes. À l'inverse, un groupe non spécifiquement lesbien, comme « Femmes publiques », prend fait et cause pour le mouvement des prostituées. La commission « prostitution » d'Act Up Paris joue aussi un rôle-clé dans le soutien logistique à la mobilisation. Un petit groupe de lesbiennes radicales peinera à se faire entendre en dépliant, au passage de la manifestation abolitionniste du 10 décembre 2002, une banderole proclamant : « l'hétérosexualité gratuite ou payante opprime les femmes ». Au même moment, la question de l'accès des jeunes filles voilées à l'enseignement public divise le mouvement féministe, avec l'émergence du mouvement « Ni Putes, Ni Soumises », la mise en place de différents collectifs puis le départ du Mouvement français pour le Planning familial du CNDF.

Enfin, la campagne pour l'accès au mariage lancée en 2004 semble indiquer que les réticences initiales de certaines féministes à propos de la revendication « matrimoniale » se sont peu à peu atténuées. Didier Eribon rapporte ainsi l'évolution de Clémentine Autain :

« Au téléphone, elle m'explique que, en tant que féministe, elle s'est longtemps sentie réticente devant une telle revendication, mais que, en fait, elle est persuadée désormais que l'ouverture du mariage aux couples de même sexe contribuerait à bouleverser totalement la réalité du mariage comme "institution hétéro-patriarcale". Elle signe, et demande à être associée à toutes les initiatives qui pourraient être prises.⁴² »

Alors que dans les années 1970 ce sont les homosexuels qui avaient, comme condition de leur propre libération, un « intérêt objectif » aux

42. Cité in Didier ERIBON, *Sur cet instant fragile... Carnets, janvier-août 2004*, Paris, Fayard, 2004, p. 72.

revendications anti-patriarcales des féministes, au début des années 2000, les femmes sont ainsi peut-être plus souvent invitées à venir soutenir, dans leur intérêt, les revendications du mouvement gay. La « théorie *queer* », mais aussi la notion de « minorité » sous laquelle sont désormais invités à se subsumer, non sans ambiguïté, les discours et les revendications féministes, semblent être à cet égard également porteuses d'une forme originale et particulièrement ambitieuse d'inversion de la question féministe par la question homosexuelle.

*Centre Maurice Halbwachs - ETT
Center for Gender Studies, université de Chicago
chauvin@uchicago.edu*